

RAPPORT N° 2022/6-17
au Bureau de la Communauté
en séance vendredi 09 décembre 2022

OBJET : OPERATION DE REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA RUE JULES AUBER – COMMUNE DE SAINT-DENIS – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT N°3

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté, génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération a pour objet la réhabilitation des collecteurs d'eaux usées desservant la rue Jules Aubert et des voies adjacentes situées dans le centre urbain de Saint-Denis. Ce projet qui constitue la première tranche d'une opération globale de réhabilitation du système d'assainissement des eaux usées du centre-ville de Saint-Denis, permettra dans un premier temps, de renouveler les réseaux d'eaux usées desservant la rue Jules Aubert sur la portion comprise entre les rues de Nice et de Saint-Anne ainsi que les antennes de réseaux des voies adjacentes.

Par délibération n° 2021/4-11 du 13 juillet 2021, le bureau communautaire a validé le montant de la subvention allouée par l'Etat dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement 2021 et validé le plan de financement modifié de l'opération ci-après :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Etat FEI 2021 €	Participation Office de l'eau		Participation CINOR € HT
		Dépense éligible € HT	Subvention Office de l'eau €	
1 883 595,00 €	975 000,00 €	1 148 000,00 €	531 876,00 €	376 719,00 €
100%	51,76 %		28, 24%	20,00 %

S'agissant d'une opération majeure pour la CINOR, destinée à protéger notre environnement en stoppant les pollutions en zone urbaine, les travaux devaient initialement être engagés fin 2021. Toutefois, suite à deux procédures d'appel d'offre infructueuses, dues à des augmentations considérables des prix, il convient d'actualiser le plan de financement de cette opération pour tenir compte du contexte économique actuel et pour pouvoir solliciter un auprès de l'Etat un complément de subvention.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement actualisé de l'opération ci-dessous ;

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'Etat		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €	FEI 2021 € HT	FEI 2023 € HT	
4 639 434,11	1 218 400,00 €	426 440,00 €	975 000,00 €	2 310 107,29 €	927 886,82 €
100%		9,19%	21,02%	49,79%	20,00%

- autoriser le Président à solliciter, auprès de l'Etat via le Fonds Exceptionnel d'Investissement 2023, un complément de subvention d'un montant de **2 310 107.29 €** sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **927 886.82 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/6-17
Du bureau de la Communauté
en séance du 9 décembre 2022**

OBJET

**OPERATION DE REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA RUE JULES AUBER
– COMMUNE DE SAINT-DENIS – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT N°3**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/6-17 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement actualisé correspondant aux travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement collectif de la rue Jules Auber,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'Etat		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €	FEI 2021 € HT	FEI 2023 € HT	
4 639 434,11	1 218 400,00 €	426 440,00 €	975 000,00 €	2 310 107,29 €	927 886,82 €
100%		9,19%	21,02%	49,79%	20,00%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat via le Fonds Exceptionnel d'Investissement 2023, un complément de subvention d'un montant de **2 310 107,29 €** sur la base du montage financier précédent,

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **927 886.82 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **19 DEC 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-17-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022